

Berne, le 9 novembre 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Système de santé : assouplir les frontières nationales, préserver les frontières cantonales

Le Conseiller fédéral Pascal Couchepin dévoile de nouveaux programmes d'économies. Il entend promouvoir les génériques, réduire les remboursements de l'assurance-maladie pour les produits médicaux ainsi que les coûts des analyses médicales. Il entend en outre faciliter le traitement à l'étranger des patients de l'assurance de base à la charge de la caisse-maladie. Le DFI souhaite mettre en consultation cette proposition d'un assouplissement du principe de territorialité début 2006.

Le DFI pénalise les hôpitaux et les cliniques suisses pour les désavantages concurrentiels dont il est lui-même responsable. Si l'on ouvre les frontières nationales aux prestations sanitaires de l'assurance de base - permettant ainsi aux assurés de base de recevoir un traitement, une thérapie ou une réadaptation à l'étranger -, pourquoi ne les ouvrirait-on pas également aux médicaments (importations parallèles) et aux analyses médicales, deux aspects onéreux des traitements médicaux ?

Cette innovation désavantage clairement les hôpitaux et les cliniques suisses sur le plan de la concurrence. Ces derniers se sont prononcés il y a une semaine en faveur de conditions concurrentielles dans la mesure, néanmoins, où tous les acteurs du marché bénéficient d'une égalité de traitement. Le DFI viole ce principe d'égalité.

H+ demande que le texte d'ordonnance qui sera mis en consultation tienne compte de ces considérations.

Ouvrir à la fois les frontières nationales et cantonales

L'ouverture des frontières nationales aux prestations sanitaires de l'assurance de base implique la création parallèle des cinq régions sanitaires proposées par H+. Les frontières nationales devront également s'ouvrir aux personnes désirant s'assurer auprès d'une assurance-maladie étrangère.

H+ plaide en faveur d'une politique de libéralisation cohérente et consistante par opposition aux mesures ponctuelles et arbitraires du Département.

Analyses médicales

Actuellement, les laboratoires qui achètent des prestations à l'étranger subissent des poursuites pénales. Les fournisseurs de prestations suisses sont tenus par le Département à acheter leurs prestations exclusivement en Suisse. Une situation qui entraîne des désavantages concurrentiels. Le Département adopte une attitude toute différente lorsqu'il s'agit des patients : il encourage et admet que des patients suisses achètent à l'étranger des prestations de cliniques de réadaptation, d'hôpitaux de soins aigus travaillant avec des médicaments et des appareils étrangers.

La baisse de 10% des prix des analyses médicales entraînera des pertes de recettes considérables. Il est difficile à l'heure actuelle d'en évaluer les conséquences, mais elles risquent d'être néfastes pour les laboratoires concernés. H+ se montre surprise de la façon d'agir du Département: ni la commission compétente, ni les fournisseurs de prestations concernés n'ont été consultés.

Pour tout complément d'information :

H+ Les Hôpitaux de Suisse

Bernhard Wegmüller, directeur,

Tél. prof. : 031 335 11 00

Tél. mobile : 079 635 87 22

E-mail: bernhard.wegmueller@hplus.ch